









LETTRES PATENTES

DU ROI,

*POUR l'abréviation des Procédures & la diminution
des frais dans la discussion des Biens des Jésuites.*

Données à Versailles le deux Février 1763.



LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Il nous a été représenté par Jacques-François Lioncy, & autres Syndics des Créanciers unis de la Société & Compagnie des Jésuites, qu'ayant obtenu en la Grand'-Chambre de notre Cour de Parlement, en conséquence du renvoi que nous lui aurions fait par nos Lettres Patentes du 19 Mai 1760, un Arrêt contradictoire le 8 Mai 1761, qui a condamné ladite Société & Compagnie à acquitter les Lettres de change tirées par le Pere de la Valette, & par son ordre sur les Lioncy & Gouffres de Marseille, & par eux acceptées; & d'autres Créanciers ayant formé de pareilles demandes qui auroient été suivies de saisies & oppositions de la part des Exposans, tous lesdits Créanciers auroient jugé à propos, pour éviter à frais, de se syndiquer, à l'effet de ne faire qu'une seule

A *

2
poursuite sous le nom desdits Exposans qu'ils ont choisi pour leurs Syndics, & ils auroient obtenu le 19 Mai dernier, un Arrêt de notredite Cour de Parlement, l'aisie de l'exécution de celui du 19 Mai 1761, portant homologation de ladite Union, à laquelle tous les Créanciers connus jusqu'à ce jour, auroient adhérent, en telle sorte que le total desdites créances se monte actuellement à près de cinq millions; que la confiance qu'ont eue en eux lesdits Créanciers, en remettant en leurs mains leurs intérêts, les ayant excités à chercher tous les moyens possibles pour accélérer leur paiement, & pour l'assûrer, par la diminution des frais, ils auroient cru qu'il étoit de leur devoir de Nous proposer ce qui leur a paru pouvoir le plus abrégier la Procédure, & la rendre moins dispendieuse, tant pour ce qui peut concerner la vente des Biens, que pour la distribution des deniers qui en proviendront; que c'est dans cet esprit qu'ils ont recours à notre bonté & à notre autorité, pour Nous supplier de vouloir bien, en confirmant en tant que de besoin, ladite attribution faite en la Grand'Chambre de notredite Cour de Parlement, où cette poursuite se trouve déjà liée, & qui seule peut prévenir les conflits de Jurisdiction, & l'énormité des frais auxquels les Parties seroient exposées, si la discussion de ces biens étoit portée en différens Tribunaux, autoriser des Usages déjà connus & pratiqués avec succès en cas pareils, en ordonnant que la vente desdits biens sera faite devant un Commissaire nommé par notredite Grand'Chambre, sur trois publications seulement, & à la charge d'un Decret volontaire qui mette en sûreté les droits de toutes les Parties intéressées; que l'ordre des deniers provenans desdites ventes, sera fait dans le sein même de l'Union, sur les titres qui seront remis par lesdits Créanciers au Procureur du Syndicat, dans le délai qui sera prescrit, pour être ensuite ledit ordre arrêté dans une Assemblée générale des Créanciers, convoquée à cet effet, homologuée en notredite Grand'Chambre, & les oppositions de ceux qui n'y auroient pas adhérent, jugées en icelle à l'Audience, ou sur simple Référé, sans aucun appointement, ni autres Significations que celles qui seront jugées nécessaires;

& que faite par lefdits Créanciers de s'être trouvés à ladite Assemblée, la procédure à laquelle ils donneront lieu, fera faite à leurs frais, & déduite sur le montant des collocations; qu'enfin, si nous voulions donner pouvoir à la Chambre des Vacations de notredite Cour de statuer sur celles desdites contestations dont les Chambres des Vacations peuvent connoître, nous procurerions auxdits Créanciers unis, un moyen sûr de recouvrer leurs créances en peu de temps, & sans autres frais que ceux qui seroient indispensables. Nous nous sommes déterminés d'autant plus volontiers à avoir égard aux représentations des Syndics desdits Créanciers, que nous avons considéré que plusieurs d'entre les Colleges de notre Royaume, à l'administration desquels nous avons pourvû par notre Edit du présent mois, peuvent se trouver du nombre desdits Créanciers, & ont par conséquent le plus grand intérêt à l'abréviation des procédures & à la diminution des frais. A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

LES Biens immeubles de la Société & Compagnie des Jésuites, affectés aux créances desdits Créanciers unis, & saisis à la requête de leurs Syndics, seront vendus à la poursuite & diligence desdits Syndics, sur trois Publications seulement, & en présence d'un Substitut de notre Procureur Général en notredite Cour, pardevant un des Conseillers de notre Grand'Chambre du Parlement de Paris, qui sera à ce commis, en la maniere accoutumée; & ils seront par lui adjugés au plus offrant & dernier enchérisseur, sans autres procédures ni formalités.

I I.

LADITE Adjudication sera faite, à la charge par l'Acquéreur de poursuivre en notredite Grand'Chambre, le Decret

volontaire des biens vendus, auquel il sera formé une seule opposition par lesdits Syndics, qui vaudra pour tous les Créanciers unis, & sans qu'aucun d'eux puisse en former aucune en son particulier.

III.

L'ORDRE desdits Créanciers pourra être fait avant lesdites ventes, & s'il l'a été, il pourra être ordonné, par ladite adjudication, que le prix d'icelle sera délivré par l'adjudicataire aux Créanciers qui y seront délégués suivant l'ordre de leurs collocations, sinon il sera ordonné que les deniers seront déposés entre les mains du Sequestre de ladite Union, dans tel délai qui sera jugé convenable, & que cependant l'intérêt dudit prix sera payé par ledit Adjudicataire, & par lui remis audit Sequestre, dans les termes qui y seront réglés.

IV.

L'ORDRE desdits Créanciers, & la liquidation de leurs créances, seront faits entr'eux à l'amiable, par le Procureur desdits Syndics & à leur poursuite & diligence, à l'effet de quoi lesdits Créanciers seront tenus, en vertu de nos présentes Lettres, & sans qu'il soit besoin d'aucun Arrêt, de remettre leurs titres de créances en mains dudit Procureur dans six mois pour tout délai, avec un simple Mémoire qui contiendra leurs demandes, le tout à leurs frais; & faute par eux d'y avoir satisfait dans ledit délai, ils en seront & demeureront forclos, & il sera passé outre à la confection dudit ordre, sans que leurs créances y puissent être employées.

V.

LORSQUE ledit ordre aura été clos & arrêté, il en sera fait lecture dans une assemblée générale desdits Créanciers, qui sera convoquée à cet effet en la manière accoutumée, & après qu'il y aura été approuvé par les Créanciers présents, il sera donné pouvoir auxdits Syndics d'en requérir l'homologation en notre dite Grand'Chambre.

EN cas qu'aucun desdits Créanciers contestât sur sa collocation, il en sera dressé Procès-verbal devant le Conseiller qui aura été commis pour faire la vente desdits biens, à l'effet d'en être par lui référé à notredite Grand'Chambre, sur le seul vû de l'ordre & des titres du Créancier ; le tout sans aucune procédure ni frais ; voulons qu'audit cas, il ne puisse être prononcé aucun appointement, ni visé dans l'Arrêt qui interviendra, d'autres pièces que ledit Procès-verbal dudit Conseiller Commissaire.

V I I.

LADITE homologation sera faite à la requête desdits Syndics, & sur les conclusions de notre Procureur Général, & l'Arrêt d'homologation ne pourra être signifié qu'au Procureur plus ancien des Créanciers, & au Sequestre ; & à l'égard des autres Créanciers qui auront signé ledit ordre, ou qui y auront adhéré, le Procureur desdits Syndics sera seulement tenu d'en remettre un Imprimé signé de lui, à ceux d'entr'eux qui le demanderont, sans qu'il puisse leur en être faite aucune autre signification.

V I I I.

S'IL se trouve des Créanciers qui n'ayent pas signé ledit ordre, l'Arrêt d'homologation leur sera signifié à Procureur ou à domicile par eux élu par leur opposition, mais seulement par extrait, & en ce qui concerne leur collocation, sauf à eux de prendre communication dudit ordre au Greffe de notredite Cour, ou de s'en faire remettre par le Procureur desdits Syndics, un Imprimé signé de lui, & ladite Signification contiendra sommation de former opposition audit Arrêt dans quinzaine pour tout délai, passé lequel il sera déclaré commun avec eux, par un Arrêt qui ne pourra être attaqué que par les voies de droit, autres néanmoins que la simple opposition.

I X.

IL ne pourra être formé opposition audit Arrêt d'homologation par les Créanciers qui auront signé la Délibération portée par l'Article V. des Présentes, ou qui y auront adhéré depuis ; & s'il en survient de la part des autres, il y sera statué sur les Conclusions de notre Procureur Général, par notre dite Grand Chambre à l'Audience, ou sur un simple Référé, sans aucune procédure, & sans qu'il puisse être prononcé d'appointement à cet égard.

X.

LES frais & dépens desdites oppositions seront supportés par les opposans ; & ceux desdits Syndics auxquels elles auront donné lieu, seront prélevés sur le montant de la collocation de l'opposant, & ne pourront être compris dans les frais de poursuite.

X I.

LES Arrêts & Ordonnances qui interviendront dans le cours de ladite poursuite, ne seront signifiés qu'à la Partie avec laquelle ils seront intervenus auxdits Syndics pour tous les Créanciers unis, & à notre Procureur Général, sans qu'ils puissent l'être à aucun autre Créancier, à moins qu'il n'ait requis ladite signification ; auquel cas elle lui sera faite à ses frais, & sans répétition.

X I I.

LESDITES poursuites, circonstances & dépendances, continueront d'être portées en la Grand'Chambre de notre dite Cour, sans qu'elles puissent être portées ailleurs, lui attribuant de nouveau, & en tant que besoin, toute Cour & Jurisdiction à ce nécessaires, & icelle interdisant à toutes nos Cours ou autres Juges ; voulons même que pendant le tems

des Vacations, la Chambre des Vacations puisse connoître de ladite Pouruite, dans les matieres dont elle est en droit & en usage de connoître: dérogeant à l'égard de tout ce que dessus, & sans tirer à conséquence, à toutes Ordonnances, Loix, Coutumes & usages contraires à ce qui y est contenu. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à faire registrer, & le contenu en icelles, garder & observer selon sa forme & teneur: CAR tel est notre plaisir; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Données à Versailles le deuxieme jour du mois de Février, l'an de grace mil sept cent soixante-trois, & de notre Regne le quarante-huitième. *Signé*, LOUIS: *Et plus bas*; Par le Roi, PHELIPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oui ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour y être lûes, publiées & registrées; enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, toutes les Chambres assemblées, le cinq Février mil sept cent soixante-trois.

Signé, DUFRANC.

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement, rue de la Harpe, à l'Hercule, 1763.





